

Considérant qu'il est indiqué, en vue de la mise en œuvre efficace de la politique, de déléguer la compétence pour l'octroi de subventions dans le cadre de l'appel à projets fermé « ESKIMO - Stimulation du marché des ESCO pour les PME » au chef de l'agence autonomisée interne sans personnalité juridique « Agentschap Ondernemen » (Agence de l'Entrepreneuriat) ;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement flamand du 10 octobre 2003 réglant la délégation de compétences de décision aux chefs des agences autonomisées internes de l'autorité flamande autorise une telle délégation, à condition qu'elle soit prévue par un arrêté ministériel publié au *Moniteur belge*,

Arrête :

Article 1^{er}. Le chef de l'agence autonomisée interne sans personnalité juridique « Agentschap Ondernemen » a délégation pour l'année de travail 2014, dans le cadre de l'appel aux projets fermé « ESKIMO - Stimulation du marché des ESCO pour les PME », pour sélectionner les projets les mieux classés et pour y accorder une subvention.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 14 février 2014.

Le Ministre flamand de l'Economie, de la Politique extérieure, de l'Agriculture et de la Ruralité.

K. PEETERS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/201362]

6 FEVRIER 2014. — Accord de coopération remplaçant l'accord de coopération du 20 septembre 2012 relatif au certificat de management public pour l'accès aux emplois soumis au régime des mandats au sein de la Communauté française et de la Région wallonne

Vu les articles 1^{er}, 2, 33, 35, 38 et 39 ainsi que le chapitre IV, sections I^{er} et II du Titre III de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment les articles 9, 77, 87 et 92bis, § 1^{er};

Vu l'accord de coopération conclu le 10 novembre 2011 entre la Communauté française et la Région wallonne créant une école d'administration publique commune à la Communauté française et à la Région wallonne;

Vu le décret de la Communauté française du 20 décembre 2011 portant assentiment à l'accord de coopération entre la Communauté française et la Région wallonne créant une école d'administration publique commune à la Communauté française et à la Région wallonne;

Vu le décret de la Région wallonne du 26 janvier 2012 portant assentiment à l'accord de coopération entre la Communauté française et la Région wallonne créant une école d'administration publique commune à la Communauté française et à la Région wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2012 instaurant un régime de mandats pour les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII;

Considérant que le 10 novembre 2011, les Gouvernements de la Communauté française et de la Région wallonne concluaient un accord de coopération entre la Communauté française et la Région wallonne créant une école d'administration publique commune à la Communauté française et à la Région wallonne chargée notamment de délivrer un certificat de management public, nécessaire pour se porter candidat à une fonction soumise au régime des mandats au sein de la Communauté française et de la Région wallonne;

Considérant que dès lors que la Région wallonne et la Communauté française reconnaissent chacune le certificat de management public délivré par l'autre entité et que les dispositions relatives à la délivrance de ces certificats sont identiques, l'article 92bis, § 1^{er}, alinéa 2, première phrase, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles leur fait obligation d'adopter également conjointement ces dispositions par la voie d'un accord de coopération;

Vu l'accord de coopération du 20 septembre 2012 relatif au certificat de management public pour l'accès aux emplois soumis au régime des mandats au sein de la Communauté française et de la Région wallonne;

Considérant que certaines dispositions reprises dans l'accord de coopération précité devaient encore être soumises aux formalités décrites à l'article 2 de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités; que par souci de lisibilité, il s'indique d'adopter une nouvelle fois l'ensemble des dispositions de l'accord de coopération du 20 septembre 2012 précité, en ce compris celles qui ont déjà été soumises aux formalités décrites à l'article 2 de la loi du 19 décembre 1974 précitée;

En conséquence, les Gouvernements wallon et de la Communauté française conviennent ce qui suit :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le certificat de management public est délivré après la réussite de l'examen organisé à l'issue de la formation prévue par l'accord de coopération entre la Communauté française et la Région wallonne créant une école d'administration publique commune à la Communauté française et à la Région wallonne, conclu le 10 novembre 2011.

§ 2. La formation consiste en un certificat interuniversitaire d'Executive master en management public ou en un certificat interuniversitaire en management public visé à l'article 6, § 1^{er}, 6^o, du décret de la Communauté française du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et finançant les universités, ci-après dénommé : « le certificat interuniversitaire ».

Le certificat interuniversitaire est conféré par les universités de la Communauté française.

Le certificat de management public est organisé par cycles. Un cycle désigne l'ensemble constitué par :

- le concours d'accès à la formation visé à l'article 4, § 2;
- les cours, études de cas, travaux pratiques, séminaires, mémoire et examens qui mènent à la délivrance du certificat interuniversitaire;
- l'examen visé à l'article 7, § 2.

§ 3. Sur proposition de l'école d'administration publique agissant en concertation avec les universités, les Gouvernements fixent le programme du certificat interuniversitaire nécessaire à l'obtention du certificat de management public. Ce programme comprend les objectifs des cours et le profil des enseignants qui en seront chargés.

§ 4. Le programme du certificat interuniversitaire est pluridisciplinaire et de haut niveau. Il vise à développer les aptitudes en management public et à doter les candidats des compétences requises pour l'exercice d'un mandat. Sous réserve de certains apports théoriques, il est axé essentiellement sur une formation pratique qui s'appuie sur une pédagogie interactive favorisant l'implication personnelle des participants. Il comprend des études de cas et des analyses de dossiers fondés sur la réalité administrative. Les enseignements, théoriques et pratiques, insistent sur les problèmes concrets rencontrés dans la gestion des services publics et sur les solutions susceptibles d'y être apportées.

Le programme du certificat interuniversitaire porte au moins sur les matières suivantes :

- éthique et valeurs du service public;
- gestion stratégique de l'organisation;
- gestion de la qualité, du changement, de la créativité et de l'innovation;
- gestion des ressources humaines;
- dialogue et relations sociales;
- communication;
- politique européenne;
- modernisation de l'administration;
- management et leadership;
- économie politique;
- finances publiques, fiscalité et comptabilité publique;
- marchés publics.

Le programme du certificat interuniversitaire comprend la réalisation par chaque candidat d'un mémoire écrit. Ce mémoire consiste en une étude approfondie d'un cas pratique transversal. Ce cas est préalablement approuvé conjointement par l'Ecole et les universités.

§ 5. Le volume horaire du certificat interuniversitaire est de deux cent quarante heures au moins. Les heures consacrées au mémoire ne sont pas comprises dans les deux cent quarante heures.

Art. 2. Nul ne peut accéder au cycle en vue de l'obtention du certificat de management public s'il ne répond, à l'échéance du délai pour le dépôt des candidatures, aux conditions suivantes :

1° être titulaire d'un diplôme donnant accès au niveau 1 ou au niveau A, ou être lauréat d'un concours d'accession au niveau 1 ou au niveau A ou à un niveau équivalent ou être porteur d'un certificat de compétences acquises hors diplôme donnant accès au niveau 1 ou au niveau A, ce certificat étant délivré ou reconnu par l'école d'administration publique ou par un autre organe désigné par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 ou par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des services du Gouvernement de la Communauté française;

2° pouvoir se prévaloir d'une expérience professionnelle d'au moins huit ans dans une fonction de niveau 1 ou de niveau A ou une fonction équivalente, dont 2 ans d'expérience de gestion d'équipe ou de projets.

Art. 3. § 1^{er}. Chaque cycle doit faire l'objet d'une annonce rédigée par l'école d'administration publique et publiée par le SELOR - Bureau de sélection et de recrutement de l'Administration fédérale, ci-après dénommé le SELOR, au moins au *Moniteur belge*, dans deux titres de presse quotidienne belge édités en langue française et sur le site internet du SELOR.

§ 2. Cette annonce comprend au moins les éléments suivants :

- les conditions d'accès ainsi que le nombre maximum de participants au cycle;
- l'identité des services et/ou des personnes auprès desquelles le dossier de candidature peut être retiré et qui peuvent fournir, aux candidats, toute information utile sur la formation;
- les informations et/ou documents qui doivent figurer dans l'acte de candidature;
- le délai et les modalités de dépôt des candidatures.

§ 3. Le délai de dépôt des candidatures est fixé par le SELOR sans qu'il puisse être inférieur à 20 jours ni excéder deux mois. Il commence à courir le lendemain du jour de la publication au *Moniteur belge* de l'annonce visée au § 2. A défaut de respecter ce délai, la candidature est irrecevable.

Le délai visé à l'alinéa précédent est suspendu entre le 15 juillet et le 15 août.

§ 4. Les candidatures sont adressées par voie électronique au SELOR.

§ 5. Le SELOR vérifie la recevabilité des candidatures.

Art. 4. § 1^{er}. En tant qu'il conditionne la délivrance du certificat en management public, le certificat interuniversitaire est accessible à un nombre limité de participants. Pour chaque cycle, ce nombre est fixé préalablement par les Gouvernements, après avis de l'école d'administration publique remis dans les 30 jours de la demande, faute de quoi l'avis est réputé favorable.

§ 2. Si le nombre de candidats excède le nombre fixé en application du § 1^{er}, les candidats présentent un concours consistant en une analyse critique par écrit de situations pratiques.

Cette épreuve ne consiste pas en un test de type bac à courrier.

Les épreuves peuvent être informatisées et faire appel à l'utilisation de moyens informatiques ou multimédia. Leur correction peut être automatisée.

Un projet de programme du concours est élaboré par l'Ecole et validé par le SELOR. Le programme du concours est ensuite approuvé par les Gouvernements.

§ 3. Seuls sont admis à participer à la formation les candidats ayant réussi le concours visé au paragraphe 2 et classés en ordre utile au regard du nombre de participants fixé par les Gouvernements sur avis de l'école. Si deux ou plusieurs candidats sont classés ex-quo au rang correspondant à ce nombre, ils sont tous admis à participer à la formation. Le SELOR valide les résultats du concours.

Art. 5. Tout candidat admis à participer au certificat interuniversitaire peut solliciter auprès du jury de ce certificat une dispense pour un ou plusieurs cours, et les évaluations correspondantes à ces cours, en ce compris si ces évaluations sont organisées sous forme d'épreuve intégrant plusieurs cours ou matières. Aucune dispense ne peut être accordée pour ce qui concerne les études de cas et la réalisation du mémoire.

Peut être dispensé d'un cours le candidat qui fournit la preuve qu'il a suivi avec fruit un cours ou une formation équivalent pour lequel il demande une dispense.

Un candidat peut, dans les mêmes conditions, obtenir une dispense s'il peut se prévaloir de compétences avérées en lien manifeste avec le cours concerné. Le jury du certificat interuniversitaire statue collégialement et souverainement.

Art. 6. Dans des circonstances motivées, les candidats au certificat interuniversitaire peuvent être autorisés par le jury du certificat interuniversitaire à étaler celui-ci sur maximum deux ans.

Art. 7. § 1^{er}. Pour chaque cycle, un jury de cinq membres est composé par le SELOR, en concertation avec l'école. Ce jury comprend :

- l'administrateur délégué du SELOR ou son délégué, qui préside le jury;
- deux membres désignés en raison de leur qualité d'expert présentant une compétence incontestable en management ou en ressources humaines et choisis en dehors des services de la Communauté française, des services du Gouvernement wallon et des organismes visés à l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 et des Cabinets ministériels. En cas d'indisponibilité d'un membre ainsi désigné, le SELOR désigne un remplaçant dans une liste qu'il aura établie au début de chaque cycle, comprenant quatre membres présentant les mêmes qualités que les membres effectifs;
- deux mandataires en fonction désignés parmi les titulaires d'un emploi de rang 17, 16+ ou 16 dans les services de la Communauté française ou d'un emploi de rang A1 ou A2 dans les services du Gouvernement wallon ou les organismes. En cas d'indisponibilité d'un mandataire ainsi désigné, le SELOR désigne un remplaçant dans une liste qu'il aura établie au début de chaque cycle, comprenant quatre mandataires, titulaires d'un emploi de rang 17, 16+ ou 16 dans les services de la Communauté française ou d'un emploi de rang A1 ou A2 dans les services du Gouvernement wallon ou les organismes.

§ 2. L'école délivre le certificat de management public à tous les lauréats du concours visé à l'article 4, titulaires du certificat interuniversitaire qui ont également réussi l'examen organisé à la fin de chaque cycle.

Cet examen consiste en une épreuve orale qui a pour but d'évaluer les aptitudes requises à l'exercice d'une fonction de management.

Le jury délibère sur la réussite des candidats à la majorité des deux tiers des membres présents.

Les candidats ayant réussi l'examen ne font l'objet d'aucun classement et ne se voient attribuer aucune mention.

Les candidats n'ayant pas réussi l'examen peuvent le représenter au plus tôt un an après la date de l'examen.

§ 3. Le jury établit un règlement fixant l'organisation concrète et matérielle de l'examen.

Art. 8. Il est constitué un pool de candidats à l'exercice d'un mandat. Seuls les membres de ce pool peuvent déposer leur candidature à un emploi à pourvoir par mandat.

Le pool des candidats à un mandat est composé :

- 1° des titulaires du certificat de management public;
- 2° des mandataires en fonction au sein des services du Gouvernement wallon et des organismes visés à l'article 1^{er} du Code de la Fonction publique le jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2012 réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux des services du Gouvernement wallon et de certains organismes d'intérêt public dépendant de la Région wallonne ou pour lesquels l'emploi a été déclaré vacant et la procédure de recrutement lancée au jour de cette entrée en vigueur, et ayant fait l'objet d'une mention « très favorable » ou « favorable » lors de l'évaluation réalisée en application de l'article 10 du même arrêté;
- 3° des mandataires en fonction au sein des services de la Communauté française le jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2012 instaurant un régime de mandat pour les fonctionnaires généraux des services du Gouvernement de la Communauté française et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII ou pour lesquels l'emploi a été déclaré vacant et la procédure de recrutement lancée au jour de cette entrée en vigueur, et ayant fait l'objet d'une mention « très favorable » ou « favorable » lors de l'évaluation réalisée en application de l'article 55 du même arrêté;
- 4° des mandataires en fonction au sein de Wallonie-Bruxelles international le jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon et de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux de Wallonie-Bruxelles international ou pour lesquels l'emploi a été déclaré vacant et la procédure de recrutement lancée au jour de cette entrée en vigueur et qui ont reçu une mention « très favorable » ou « favorable » lors de l'évaluation réalisée par le Gouvernement désigné à la suite de l'installation du Parlement;
- 5° du mandataire en fonction au sein de l'école d'administration publique le jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2012 réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux des services du Gouvernement wallon et de certains organismes d'intérêt public dépendant de la Région wallonne et ayant fait l'objet d'une mention « très favorable » ou « favorable » lors de l'évaluation réalisée en application de l'article 10 du même arrêté;
- 6° de l'administrateur général adjoint du Forem ayant fait l'objet d'une mention « très favorable » ou « favorable » lors de l'évaluation réalisée en application de l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2012 réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux des services du Gouvernement wallon et de certains organismes d'intérêt public dépendant de la Région wallonne;
- 7° de l'administrateur général adjoint de Wallonie-Bruxelles international ayant fait l'objet d'une mention « très favorable » ou « favorable » lors de l'évaluation réalisée en application de l'arrêté du Gouvernement wallon et de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française réformant le régime de mandats des fonctionnaires généraux de Wallonie-Bruxelles international par le Gouvernement désigné à la suite de l'installation du Parlement.

Il n'est établi aucun classement parmi les membres du pool. Leur liste est établie par ordre alphabétique. Cette liste est tenue par l'école d'administration publique. Les membres du pool sont tenus de lui notifier, par écrit, toute modification de leurs coordonnées.

L'appartenance au pool ne confère aucun autre droit que celui de pouvoir déposer sa candidature à un emploi à pourvoir par mandat. Elle ne donne lieu à aucune sorte de rétribution ou de rémunération.

Art. 9. Durant une période de neuf mois après la prestation de serment des membres des Gouvernements faisant directement suite au renouvellement du Parlement, chaque membre du pool des candidats peut déposer sa candidature à maximum quatre emplois à pourvoir par mandat au sein des services du Gouvernement wallon, des organismes visés à l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003, de Wallonie-Bruxelles international ou de l'école d'administration publique, et à maximum quatre emplois à pourvoir par mandat au sein des services de la Communauté française.

Art. 10. Pour l'application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 septembre 2012 et de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 septembre 2012, le titulaire du brevet de management public, visé à l'article 2, 5°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 octobre 2002 créant une école d'administration publique en Communauté française, est assimilé au titulaire du certificat en management public, moyennant la réussite de l'examen visé à l'article 7.

Art. 11. Les Gouvernements reproduisent, dans les arrêtés qu'ils adoptent, chacun pour ce qui le concerne, pour fixer les régimes de mandats des fonctionnaires généraux, de leurs services et des organismes d'intérêt public concernés, les dispositions du présent accord de coopération.

Art. 12. Les articles 4, § 2, et 5 du présent accord de coopération produisent leurs effets le 28 mars 2013. Bruxelles, le 6 février 2014, en trois originaux.

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/201362]

6. FEBRUAR 2014 — Zusammenarbeitsabkommen zur Ersetzung des Zusammenarbeitsabkommens vom 20. September 2012 über das Zeugnis für Public Management für den Zugang zu den der Mandatsregelung unterliegenden Stellen innerhalb der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region

Aufgrund der Artikel 1, 2, 33, 35, 38 und 39 sowie des Kapitels IV, Abschnitte I und II von Titel III der Verfassung;
Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere Art. 9, 77, 87 und 92bis, § 1;

Aufgrund des am 10. November 2011 zwischen der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommens zur Gründung einer der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft gemeinsamen Schule für öffentliche Verwaltung;

Aufgrund des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 20. Dezember 2011 zur Zustimmung zu dem zwischen der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommen zur Gründung einer der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft gemeinsamen Schule für öffentliche Verwaltung;

Aufgrund des Dekrets der Wallonischen Region vom 26. Januar 2012 zur Zustimmung zu dem zwischen der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommen zur Gründung einer der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft gemeinsamen Schule für öffentliche Verwaltung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des Erlasses der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 20. September 2012 zur Einführung eines Systems von Mandaten für die Generalbeamten der Dienststellen der Regierung der Französischen Gemeinschaft und der Einrichtungen öffentlichen Interesses, die dem Sektorenausschuss XVII unterstehen;

In der Erwägung, dass die Regierungen der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region am 10. November 2011 ein Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region abgeschlossen haben zur Gründung einer der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft gemeinsamen Schule für öffentliche Verwaltung, die insbesondere mit der Ausstellung eines Zeugnisses für Public Management beauftragt ist, welches für die Bewerbung um eine der Mandatsregelung unterliegende Stelle innerhalb der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region erforderlich ist;

In der Erwägung, dass insofern die Wallonische Region und die Französische Gemeinschaft jeweils das von der anderen Körperschaft ausgestellte Zeugnis für Public Management anerkennen und die Bestimmungen bezüglich der Ausstellung dieser Zeugnisse identisch sind, die beiden Körperschaften durch den ersten Satz von Artikel 92bis, § 1, Absatz 2 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen verpflichtet sind, diese Bestimmungen auch im Rahmen eines Zusammenarbeitsabkommens gemeinsam zu verabschieden;

Aufgrund des Zusammenarbeitsabkommens vom 20. September 2012 über das Zeugnis für Public Management für den Zugang zu den der Mandatsregelung unterliegenden Stellen innerhalb der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region;

In der Erwägung, dass gewisse Bestimmungen des vorgenannten Zusammenarbeitsabkommens immer noch den Formalitäten gemäß Artikel 2 des Gesetzes vom 19. Dezember 1974 zur Organisation der Beziehungen zwischen den öffentlichen Behörden und den Gewerkschaften der Bediensteten, die diesen Behörden untergeordnet sind, zu unterziehen sind; dass es sich aus Gründen der Übersichtlichkeit empfiehlt, alle Bestimmungen des vorgenannten Zusammenarbeitsabkommens vom 20. September 2012 erneut zu verabschieden, einschließlich derjenigen, die den Formalitäten gemäß Artikel 2 des Gesetzes vom 19. Dezember 1974 bereits unterliegen,

Haben die Regierungen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft dementsprechend Folgendes vereinbart:

Artikel 1 - § 1. Das Zeugnis für Public Management wird nach dem erfolgreichen Abschluss der Prüfung ausgestellt, die im Anschluss an die durch das Zusammenarbeitsabkommen zur Gründung einer der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft gemeinsamen Schule für öffentliche Verwaltung, das am 10. November 2011 zwischen der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region abgeschlossen wurde, vorgesehene Ausbildung organisiert wird.

§ 2. Die Ausbildung besteht aus einem interuniversitären Zeugnis eines Executive masters in Public Management bzw. aus einem interuniversitären Zeugnis in Public Management nach Artikel 6, § 1, 6° des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 31. März 2004 zur Definition des Hochschulunterrichts, zur Förderung seiner Integration in den europäischen Raum des Hochschulwesens und zur Refinanzierung der Universitäten, nachstehend "interuniversitäres Zeugnis" genannt.

Das interuniversitäre Zeugnis wird von den Universitäten der Französischen Gemeinschaft verliehen.

Das Zeugnis für Public Management wird in Zyklen organisiert. Ein Zyklus bezeichnet eine Gesamtheit, die sich aus folgenden Bestandteilen zusammensetzt:

- dem in Artikel 4, § 2 angeführten Wettbewerbsverfahren für den Zugang zu der Ausbildung;
- den Kursen, Fallstudien, praktischen Arbeiten, Seminaren, Abschlussarbeiten und Prüfungen, die zur Ausstellung des interuniversitären Zeugnisses führen;
- der in Artikel 7, § 2 bestimmten Prüfung.

§ 3. Auf Vorschlag der Schule für öffentliche Verwaltung, die im Einvernehmen mit den Universitäten handelt, legen die Regierungen das Programm des interuniversitären Zeugnisses fest, das zum Erhalt des Zeugnisses für Public Management erforderlich ist. Dieses Programm beinhaltet die Zielsetzungen der Kurse und das Profil der damit beauftragten Lehrpersonen.

§ 4. Das Programm des interuniversitären Zeugnisses ist fachübergreifend und von hohem Niveau. Es zielt darauf ab, die Fähigkeiten im Bereich Public Management zu entwickeln und die Bewerber mit den für die Ausübung eines Mandats erforderlichen Kompetenzen auszustatten. Unter Vorbehalt gewisser theoretischer Beiträge ist es hauptsächlich auf die praktische Ausbildung ausgerichtet, die sich auf eine interaktive Pädagogik stützt, durch die die persönliche Miteinbeziehung der Teilnehmer gefördert wird. Es enthält Fallstudien und Analysen von Akten, die auf der administrativen Realität basieren. Im theoretischen und praktischen Unterricht wird Nachdruck gelegt auf die konkreten Probleme, die bei der Verwaltung der öffentlichen Dienststellen aufgetaucht sind, und auf die Lösungen, die dafür gefunden werden können.

Das Programm des interuniversitären Zeugnisses umfasst mindestens folgende Fächer:

- Ethik und Werte des öffentlichen Dienstes;
- strategisches Management der Organisation;
- Management der Qualität, des Wandels, der Kreativität und der Innovation;
- Human-Resources-Management;
- Dialog und soziale Beziehungen;
- Kommunikation;
- Europapolitik;
- Modernisierung der Verwaltung;
- Management und Führungsqualitäten;
- Staatswirtschaft;
- öffentliche Finanzen, Steuerwesen und öffentliche Buchführung;
- öffentliche Aufträge.

Zum Programm des interuniversitären Zeugnisses gehört die Ausarbeitung einer schriftlichen Abschlussarbeit durch jeden Bewerber. Diese Abschlussarbeit besteht aus einer eingehenden Studie eines ressortübergreifenden praktischen Falls. Dieser Fall wird vorher gemeinsam von der Schule und den Universitäten genehmigt.

§ 5. Das Unterrichtsvolumen des interuniversitären Zeugnisses beträgt mindestens zweihundertvierzig Stunden. Die der Abschlussarbeit gewidmeten Stunden sind nicht in diesen zweihundertvierzig Stunden enthalten.

Art. 2 - Niemand hat Zugang zu dem Zyklus zum Erhalt des Zeugnisses für Public Management, wenn er nicht nach Ablauf der für die Einreichung der Bewerbungen vorgesehenen Frist folgende Bedingungen erfüllt:

1° Inhaber eines Diploms sein, das den Zugang zur Stufe 1 oder zur Stufe A eröffnet, oder eine Prüfung im Wettbewerbsverfahren für den Aufstieg in die Stufe 1 oder in die Stufe A oder in eine gleichwertige Stufe bestanden haben, oder Inhaber eines Zeugnisses von außerhalb des Diploms, das den Zugang zur Stufe 1 oder zur Stufe A eröffnet, erworbenen Kompetenzen sein, wobei dieses Zeugnis von der Schule für öffentliche Verwaltung oder von einem anderen, durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 oder durch den Erlass der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 22. Juli 1996 zur Festlegung des Statuts der Bediensteten der Dienststellen der Französischen Gemeinschaft bezeichneten Organ ausgestellt oder anerkannt wird;

2° eine Berufserfahrung von mindestens 8 Jahren in einem Amt der Stufe 1 oder der Stufe A oder in einem gleichwertigen Amt geltend machen können, worunter 2 Jahre Berufserfahrung in Team-Management oder Projektführung.

Art. 3 - § 1. Jeder Zyklus muss vorher von der Schule für öffentliche Verwaltung angekündigt und vom SELOR - Auswahl- und Anwerbungsbüro der föderalen Behörde, nachstehend "SELOR" genannt - wenigstens im Belgischen Staatsblatt, in zwei in französischer Sprache herausgegebenen Titeln der belgischen Tagespresse und auf den Internet-Webseiten des SELOR veröffentlicht werden.

§ 2. Diese Ankündigung enthält mindestens folgende Elemente:

- die Zugangsbedingungen sowie die Höchstanzahl der Personen, die am Zyklus teilnehmen;
- die Identität der Dienststellen und/oder Personen, bei denen die Bewerbungsakte erhältlich ist und die den Bewerbern jede zweckdienliche Auskunft über die Ausbildung erteilen können;
- die Informationen und/oder Unterlagen, die in der Bewerbungsakte enthalten sein müssen;
- die Frist und die Modalitäten zur Einreichung der Bewerbungen.

§ 3. Die Frist zur Einreichung der Bewerbungen wird vom SELOR festgelegt und darf weder unter 20 Tagen liegen, noch zwei Monate überschreiten. Sie beginnt am Tag nach der Veröffentlichung der in § 2 erwähnten Ankündigung im *Belgischen Staatsblatt*. Falls diese Frist nicht berücksichtigt wird, ist die Bewerbung unzulässig.

Die im vorigen Absatz genannte Frist wird zwischen dem 15. Juli und dem 15. August ausgesetzt.

§ 4. Die Bewerbungen werden auf elektronischem Wege an das SELOR gerichtet.

§ 5. Das SELOR überprüft die Zulässigkeit der Bewerbungen.

Art. 4 - § 1. Da das interuniversitäre Zeugnis die Ausstellung des Zeugnisses für Public Management bedingt, ist es einer beschränkten Anzahl Teilnehmern zugänglich. Für jeden Zyklus wird diese Anzahl vorher von den Regierungen festgelegt, nachdem die Schule für Public Management innerhalb von 30 Tagen ab dem Antrag ihr Gutachten abgegeben hat. Andernfalls gilt das Gutachten als günstig.

§ 2. Wenn die Anzahl der Bewerber die in Anwendung des § 1 festgelegte Anzahl überschreitet, legen die Bewerber eine Wettbewerbsprüfung ab, die in einer schriftlichen kritischen Analyse praktischer Situationen besteht.

Diese Prüfung besteht nicht in einem Test vom Typ "Postkorbübung".

Die Prüfungen können informatisiert sein und EDV-gestützte Mittel oder Multimediamittel heranziehen. Ihre Korrektur kann automatisiert erfolgen.

Die Schule erstellt einen Entwurf des Programms des Wettbewerbsverfahrens, der vom SELOR für gültig erklärt wird. Das Programm des Wettbewerbsverfahrens wird anschließend von den Regierungen genehmigt.

§ 3. Zur Teilnahme an der Ausbildung werden nur die Bewerber zugelassen, die die in § 2 genannte Prüfung bestanden haben und die im Hinblick auf die von den Regierungen auf Vorschlag der Schule festgelegte Anzahl Teilnehmer günstig eingestuft sind. Wenn zwei oder mehrere Bewerber in dem Dienstrang entsprechend dieser Anzahl punktgleich eingestuft sind, werden sie alle zugelassen, um an der Ausbildung teilzunehmen. Das SELOR erklärt die Ergebnisse des Wettbewerbs für gültig.

Art. 5 - Jeder Bewerber, der zugelassen ist, um an dem interuniversitären Zeugnis teilzunehmen, kann beim Prüfungsausschuss dieses Zeugnisses beantragen, von einem oder mehreren Kursen und von den diesen Kursen entsprechenden Bewertungen befreit zu werden, auch wenn diese Bewertungen in der Form einer Prüfung organisiert werden, die mehrere Kurse oder Fächer mit einschließen. Für die Fallstudien und die Durchführung einer Abschlussarbeit kann keine Befreiung gewährt werden.

Von einem Kursus kann derjenige Bewerber befreit werden, der den Nachweis erbringt, dass er einen Kursus oder eine Ausbildung erfolgreich abgelegt hat, der bzw. die mit dem- oder derjenigen gleichwertig ist, für den bzw. die er eine Befreiung beantragt.

Ein Bewerber kann unter denselben Bedingungen eine Befreiung erhalten, wenn er erwiesene Fähigkeiten geltend machen kann, die mit dem betreffenden Kursus offensichtlich in Zusammenhang stehen. Der Prüfungsausschuss des interuniversitären Zeugnisses fasst seinen Beschluss selbstständig und auf kollegiale Weise.

Art. 6 - Unter begründeten Umständen kann der Prüfungsausschuss des interuniversitären Zeugnisses den Bewerbern für das interuniversitäre Zeugnis erlauben, dieses auf höchstens zwei Jahre zu erstrecken.

Art. 7 - § 1. Für jeden Zyklus wird vom SELOR im Einvernehmen mit der Schule ein Prüfungsausschuss aus fünf Mitgliedern zusammengesetzt. Dieser Prüfungsausschuss besteht aus:

- dem geschäftsführenden Verwalter des SELOR oder seinem Beauftragten, der den Vorsitz des Prüfungsausschusses führt;

- zwei aufgrund ihrer Eigenschaft als Sachverständige benannten Mitgliedern, die über unbestreitbare Fachkenntnisse im Bereich des Managements oder der menschlichen Ressourcen verfügen und die außerhalb der Französischen Gemeinschaft, der Dienststellen der Wallonischen Regierung, der Einrichtungen gemäß Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 und der ministeriellen Kabinette gewählt werden. Falls ein derart benanntes Mitglied nicht verfügbar ist, bezeichnet das SELOR einen Stellvertreter aus einer Liste, die es zu Beginn eines jeden Zyklus erstellt hat und in der vier Mitglieder eingetragen sind, die dieselben Eigenschaften aufweisen wie die effektiven Mitglieder;

- zwei amtierenden Mandatsträgern, die unter den Inhabern einer Stelle des Dienstrangs 17, 16+ oder 16 in den Dienststellen der Französischen Gemeinschaft oder einer Stelle des Dienstrangs A1 oder A2 in den Dienststellen der Wallonischen Regierung oder den Einrichtungen benannt werden. Falls ein derart benannter Mandatsträger nicht verfügbar ist, bezeichnet das SELOR einen Stellvertreter aus einer Liste, die es zu Beginn eines jeden Zyklus erstellt hat und in der vier Mandatsträger eingetragen sind, die Inhaber einer Stelle des Dienstrangs 17, 16+ oder 16 in den Dienststellen der Französischen Gemeinschaft oder einer Stelle des Dienstrangs A1 oder A2 in den Dienststellen der Wallonischen Regierung oder den Einrichtungen sind.

§ 2. Die Schule stellt das Zeugnis für Public Management allen erfolgreichen Teilnehmern des in Artikel 4 genannten Wettbewerbs aus, die Inhaber des interuniversitären Zeugnisses sind und die ebenfalls die am Ende jedes Zyklus organisierte Prüfung bestanden haben.

Diese Prüfung besteht in einer mündlichen Prüfung, die zum Zweck hat, die für die Ausübung eines Amtes im Bereich des Managements erforderlichen Fähigkeiten zu bewerten.

Der Prüfungsausschuss fasst mit einer Zweidrittelmehrheit der anwesenden Mitglieder seinen Beschluss über den erfolgreichen Prüfungsabschluss der Bewerber.

Die Bewerber, die die Prüfung bestanden haben, werden nicht eingestuft und erhalten keinen Vermerk.

Die Bewerber, die die Prüfung nicht bestanden haben, können sich frühestens ein Jahr nach dem Prüfungsdatum wieder vorstellen.

§ 3. Der Prüfungsausschuss erstellt eine Regelung, in der die konkrete und materielle Organisation der Prüfung festgelegt wird.

Art. 8 - Es wird ein Pool von Kandidaten zur Ausübung eines Mandats gebildet. Nur die Mitglieder dieses Pools können ihre Bewerbung für eine durch Mandat zu besetzende Stelle einreichen.

Der Pool von Kandidaten für ein Mandat besteht aus:

1° den Inhabern des Zeugnisses für Public Management;

2° den Mandatsträgern innerhalb der Dienststellen der Regierung und der Einrichtungen gemäß Artikel 1 des Kodex des öffentlichen Dienstes, die am Tag des Inkrafttretens des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. September 2012 zur Änderung der Regelung der Mandate der Generalbeamten der Dienststellen der Regierung und bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Region unterstehen, im Amt sind oder für die die Stelle als zu besetzen erklärt und das Anwerbungsverfahren am Tag dieses Inkrafttretens eingeleitet worden ist, und die bei der in Anwendung von Artikel 10 desselben Erlasses durchgeführten Bewertung den Vermerk "sehr günstig" oder "günstig" erhalten haben;

3° den Mandatsträgern innerhalb der Dienststellen der Französischen Gemeinschaft, die am Tag des Inkrafttretens des Erlasses der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 20. September 2012 zur Einführung eines Systems von Mandaten für die Generalbeamten der Dienststellen der Regierung der Französischen Gemeinschaft und der Einrichtungen öffentlichen Interesses, die dem Sektorenausschuss XVII unterstehen, im Amt sind oder für die die Stelle als zu besetzen erklärt und das Anwerbungsverfahren am Tag dieses Inkrafttretens eingeleitet worden ist, und die bei der in Anwendung von Artikel 55 desselben Erlasses durchgeführten Bewertung den Vermerk "sehr günstig" oder "günstig" erhalten haben;

4° den Mandatsträgern innerhalb von Wallonie-Bruxelles International, die am Tag des Inkrafttretens des Erlasses der Wallonischen Regierung und des Erlasses der Regierung der französischen Gemeinschaft zur Änderung der Regelung der Mandate der Generalbeamten von Wallonie-Bruxelles International im Amt sind oder für die die Stelle als zu besetzen erklärt und das Anwerbungsverfahren am Tag dieses Inkrafttretens eingeleitet worden ist, und die bei der Bewertung, die von der infolge der Einrichtung des Parlaments bezeichneten Regierung durchgeführt wurde, den Vermerk "sehr günstig" oder "günstig" erhalten haben;

5° den Mandatsträgern innerhalb der Schule für öffentliche Verwaltung, die am Tag des Inkrafttretens des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. September 2012 zur Änderung der Regelung der Mandate der Generalbeamten der Dienststellen der Regierung und bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Region unterstehen, im Amt sind und die bei der Bewertung, die in Anwendung von Artikel 10 desselben Erlasses durchgeführt wurde, den Vermerk "sehr günstig" oder "günstig" erhalten haben;

6° dem beigeordneten Generalverwalter des Forem, der bei der Bewertung, die in Anwendung von Artikel 10 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. September 2012 zur Änderung der Regelung der Mandate der Generalbeamten der Dienststellen der Regierung und bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Region unterstehen, durchgeführt wurde, den Vermerk "sehr günstig" oder "günstig" erhalten hat;

7° dem beigeordneten Generalverwalter von Wallonie-Bruxelles International, der bei der Bewertung, die in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung und des Erlasses der Regierung der Französischen Gemeinschaft zur Änderung der Regelung der Mandate der Generalbeamten von Wallonie-Bruxelles International von der infolge der Einrichtung des Parlaments bezeichneten Regierung durchgeführt wurde, den Vermerk "sehr günstig" oder "günstig" erhalten hat.

Die Mitglieder des Pools werden nicht eingestuft. Ihre Liste wird in alphabetischer Reihenfolge aufgestellt. Diese Liste wird von der Schule für öffentliche Verwaltung geführt. Die Mitglieder des Pools sind verpflichtet, ihr jede Änderung ihrer Personalien schriftlich mitzuteilen.

Durch die Zugehörigkeit zum Pool wird kein anderes Recht eingeräumt als das Recht, eine Bewerbung für eine durch Mandat zu besetzende Stelle einreichen zu dürfen. Sie gibt kein Anrecht auf irgendeine Art von Besoldung oder Entlohnung.

Art. 9 - Während eines Zeitraums von 9 Monaten nach der Eidesleistung der Mitglieder beider Regierungen, die unmittelbar auf die Erneuerung des Parlaments folgt, kann jedes Mitglied des Pools von Kandidaten seine Bewerbung für höchstens vier durch Mandat zu besetzende Stellen innerhalb der Dienststellen der Wallonischen Regierung, der in Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 erwähnten Einrichtungen, von Wallonie-Bruxelles International oder der Schule für öffentliche Verwaltung und für höchstens vier durch Mandat zu besetzende Stellen innerhalb der Dienststellen der Französischen Gemeinschaft einreichen.

Art. 10 - Für die Durchführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. September 2012 und des Erlasses der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 20. September 2012 wird der Inhaber des Managementzeugnisses nach Artikel 2, 5° des Erlasses der Regierung der Französischen Gemeinschaft vom 25. Oktober 2002 zur Gründung einer Schule für öffentliche Verwaltung in der Französischen Gemeinschaft unter Vorbehalt des erfolgreichen Abschlusses der in Artikel 7 bestimmten Prüfung dem Inhaber eines Zeugnisses für Public Management gleichgestellt.

Art. 11 - Die Regierungen geben die Bestimmungen des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens in den von ihnen in ihrem jeweiligen Zuständigkeitsbereich zur Festlegung einer Regelung der Mandate der Generalbeamten, ihrer Dienststellen und der betroffenen Einrichtungen öffentlichen Interesses verabschiedeten Erlassen wieder.

Art. 12 - Die Artikel 4, § 2 und 2 des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens werden am 28. März 2013 wirksam.

Geschehen zu Brüssel am 6. Februar 2014, in drei Originalausfertigungen

Für die Wallonische Region:

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst
J.-M. NOLLET

Für die Französische Gemeinschaft:

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Kinder, Forschung und öffentlichen Dienst
J.-M. NOLLET

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/201362]

6 FEBRUARI 2014. — Samenwerkingsakkoord tot vervanging van het samenwerkingsakkoord van 20 september 2012 betreffende het getuigschrift management overheidsbesturen voor de toegang tot de betrekkingen vallend onder de mandatenregeling in de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest

Gelet op de artikelen 1, 2, 33, 35, 38 en 39, evenals op hoofdstuk IV, afdelingen I en II van Titel III van de Grondwet; Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 9, 77, 87 en 92bis, § 1;

Gelet op de samenwerkingsovereenkomst gesloten op 10 november 2011 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke "Ecole d'Administration publique" (Openbare Bestuurschool) die gemeenschappelijk is aan de Franse Gemeenschap en aan het Waalse Gewest;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 20 december 2011 tot goedkeuring van de samenwerkingsovereenkomst tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke "Ecole d'Administration publique" (Openbare Bestuurschool) voor de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest;

Gelet op het decreet van het Waalse Gewest van 26 januari 2012 tot goedkeuring van de samenwerkingsovereenkomst tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke "Ecole d'Administration publique" (Openbare Bestuurschool) voor de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2012 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren;

Overwegende dat de Regeringen van de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest op 10 november 2011 een samenwerkingsovereenkomst hebben gesloten tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest tot oprichting van een Openbare bestuurschool die gemeenschappelijk is aan de Franse Gemeenschap en aan het Waalse Gewest en die o.a. belast is met het uitreiken van een getuigschrift management overheidsbesturen dat nodig is om zich kandidaat te stellen voor een functie vallend onder de mandatenregeling in de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest;

Overwegende dat het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap elk het getuigschrift management overheidsbesturen erkennen dat door de andere entiteit wordt uitgereikt en dat de bepalingen betreffende de uitreiking van deze getuigschriften dezelfde zijn, worden ze door artikel 92bis, § 1, tweede lid, eerste zin, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen verplicht om deze bepalingen gezamenlijk aan te nemen via een samenwerkingsovereenkomst;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 20 september 2012 betreffende het getuigschrift management overheidsbesturen voor de toegang tot de betrekkingen vallend onder de mandatenregeling in de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest;

Overwegende dat sommige bepalingen opgenomen in het voornoemde samenwerkingsakkoord nog moesten onderworpen worden aan de formaliteiten omschreven in artikel 2 van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel; dat ter wille van de leesbaarheid het aangegeven is om het geheel van de bepalingen van het voornoemde samenwerkingsakkoord van 20 september 2012 opnieuw aan te nemen, met inbegrip van de bepalingen die reeds aan de formaliteiten omschreven in artikel 2 van de voornoemde wet van 19 december 1974 werden onderworpen;

Bijgevolg wordt tussen de Regeringen van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschap overeengekomen wat volgt :

Artikel 1. § 1. Het getuigschrift management overheidsbesturen wordt uitgereikt na het welslagen voor het examen ingericht na afloop van de vorming bepaald bij het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke bestuurschool voor de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, gesloten op 10 november 2011.

§ 2. De vorming bestaat uit een interuniversitair getuigschrift executive master voor het management van overheidsbesturen of een interuniversitair getuigschrift voor het management van overheidsbesturen bedoeld in artikel 6, § 1, 6°, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, hierna genoemd : "het interuniversitair getuigschrift".

Het interuniversitair getuigschrift wordt toegekend door de universiteiten van de Franse Gemeenschap.

Het getuigschrift management overheidsbesturen wordt in cycli ingericht. Eén cyclus staat gelijk aan één geheel bestaande uit :

- het vergelijkend overgangsexamen tot de vorming bedoeld in artikel 4, § 2;
- de cursussen, case studies, praktische werkzaamheden, seminars, verhandeling en examens die leiden tot het uitreiken van het interuniversitair getuigschrift;
- het examen bedoeld in artikel 7, § 2.

§ 3. Op voorstel van de bestuurschool, handelend in overleg met de universiteiten, bepalen de Regeringen het programma van het interuniversitair getuigschrift vereist voor het behalen van het getuigschrift management overheidsbesturen. Dat programma omvat de doelstellingen van de cursussen en het profiel van de daarmee belaste docenten.

§ 4. Het programma van het interuniversitair getuigschrift is multidisciplinair en veeleisend. Het streeft ernaar de vaardigheden inzake management van overheidsbesturen te ontwikkelen en de kandidaten de bekwaamheden bij te brengen voor de uitoefening van een mandaat. Op een paar theoretische bijdragen na is het programma hoofdzakelijk op een praktische vorming gericht, berustend op een interactieve pedagogie die aanzet tot de persoonlijke inzet van de deelnemers. Het omvat case studies en analyses van dossiers die uit reële bestuurspraktijken gegrepen zijn. De onderwezen materies, theoretisch en praktisch, leggen de klemtoon op de concrete problemen die zich in het beheer van de overheidsdiensten voordoen en op de oplossingen die daarvoor voorgesteld zouden kunnen worden.

Het programma van het interuniversitair getuigschrift bevat minstens volgende materies :

- ethiek en waarden van de overheidsdiensten;
- strategisch beheer van de organisatie;
- kwaliteitsbeheer, beheer van veranderende omgevingen, creativiteit en innovatie;
- human resources management;
- dialoog en maatschappelijke relaties;
- communicatie;
- Europees beleid;
- modernisering van de administratie;
- management en leiderschap;
- staathuishoudkunde;
- openbare financiën, fiscaliteit en overheidsboekhouding;
- overheidsopdrachten.

Het programma van het interuniversitair getuigschrift omvat de uitvoering van een schriftelijke verhandeling door elke kandidaat. Die verhandeling bestaat uit een diepgaand onderzoek van een overkoepelend praktijkgeval. Dat geval moet op voorhand goedgekeurd worden door de school en de universiteiten.

§ 5. Het urenpakket van het interuniversitair getuigschrift telt minstens twee honderd veertig uren. In die twee honderd veertig uren zijn de uren gewijd aan de verhandeling niet inbegrepen.

Art. 2. Niemand kan toegang tot de cyclus krijgen met het oog op het behalen van het getuigschrift management overheidsbesturen indien hij voor afloop van de termijn voor de indiening van de kandidaturen niet aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° houder zijn van een diploma dat toegang geeft tot niveau 1 of niveau A of laureaat zijn van een overgangsexamen naar niveau 1 of niveau A of naar een vergelijkbaar niveau of houder zijn van een getuigschrift van competenties verworven buiten diploma dat toegang geeft tot niveau 1 of niveau A. Dit getuigschrift wordt uitgereikt of erkend door de Openbare bestuurschool of door een orgaan aangewezen bij het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 of bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

2° zich kunnen beroepen op een beroepservaring van minstens acht jaar in een ambt van niveau 1 of niveau A of een gelijkwaardig ambt, waarvan twee jaar ervaring in het leiden van een team of van projecten.

Art. 3. § 1. Elke cyclus moet schriftelijk aangekondigd worden door de bestuurschool en bekendgemaakt worden door SELOR - Selectie- en wervingsbureau van de Federale administratie, hierna "SELOR" genoemd, ten minste in het *Belgisch Staatsblad*, in twee in het Frans verschijnende kranten van de Belgische pers en op de website van SELOR.

§ 2. In die aankondiging worden minstens volgende gegevens vermeld :

- de toegangsvoorwaarden, evenals het maximumaantal deelnemers aan de cyclus;
- de identiteit van de diensten en/of personen waarbij/bij wie het kandidatuur dossier opgehaald kan worden en die de kandidaten elke nuttige informatie kunnen verstrekken over de vorming;
- de informatie en/of de documenten die in de kandidaatstelling opgenomen moeten worden;
- de termijn en de modaliteiten voor de indiening van de kandidaturen.

§ 3. De termijn voor de indiening van de kandidaturen wordt door SELOR vastgesteld zonder dat die minder mag bedragen dan 20 dagen of meer dan twee maanden. De termijn gaat in de dag na de dag van bekendmaking van de aankondiging bedoeld in § 2 in het *Belgisch Staatsblad*. Indien de termijn niet nageleefd wordt, is de kandidatuur onontvankelijk.

De termijn bedoeld in vorig lid wordt opgeschort tussen 15 juli en 15 augustus.

§ 4. De kandidaturen worden via e-mail ingediend bij SELOR.

§ 5. SELOR gaat na of de kandidaturen onontvankelijk zijn.

Art. 4. § 1. Voor zover het een voorwaarde is voor het uitreiken van het getuigschrift management overheidsbesturen, is het interuniversitair getuigschrift toegankelijk voor een beperkt aantal deelnemers. Voor elke cyclus wordt dat aantal op voorhand vastgelegd door de Regeringen na advies van de bestuurschool, die binnen dertig dagen na aanvraag ervan moet zijn uitgebracht, bij ontstentenis waarvan het advies gunstig geacht wordt.

§ 2. Als het aantal kandidaten het overeenkomstig § 1 vastgelegd aantal overschrijdt, leggen de kandidaten een vergelijkend examen af waarin praktijksituaties becommentarieerd worden.

Die proef bestaat niet uit een in-baskettest.

Deze proeven kunnen worden geïnformatiseerd en een beroep doen op het gebruik van informatica- of multimediamedia. Het verbeteren ervan kan automatisch gebeuren.

Een ontwerp-programma voor het vergelijkend examen wordt uitgewerkt door de bestuurschool en goedgekeurd door SELOR. Het programma voor het vergelijkend examen wordt dan door de Regeringen goedgekeurd.

§ 3. Worden alleen toegelaten tot de vorming, de kandidaten die zijn geslaagd voor het in § 2 bedoelde vergelijkend examen en die in nuttige orde zijn ten opzichte van het aantal deelnemers dat door de Regeringen op het advies van de School is bepaald. Als twee of meerdere kandidaten ex aequo geklasseerd zijn in de rang die met dat aantal overeenstemt, worden ze allen tot de deelname aan de vorming toegelaten. SELOR bevestigt de uitslagen van het vergelijkend examen.

Art. 5. Elke kandidaat die toegelaten wordt tot de deelname aan het interuniversitair getuigschrift kan de jury verzoeken om van één of meerdere cursussen vrijgesteld te worden, en van de dienovereenkomstige beoordelingen van die cursussen, ook als die beoordelingen ingericht worden in de vorm van een proef waarin meerdere cursussen of materies aan bod komen. Geen vrijstelling mag toegekend worden voor de gevallenstudies en voor de opstelling van de scriptie.

De kandidaat die aantoonde dat hij een cursus of een vorming, gelijkwaardig met de cursus of de vorming waarvoor hij een vrijstelling vraagt, met vrucht heeft gevolgd, kan van een cursus vrijgesteld worden.

Een kandidaat kan in dezelfde voorwaarden een vrijstelling krijgen indien hij zich op bewezen vaardigheden kan beroepen die een duidelijk verband houden met de betrokken cursus. De jury van het interuniversitair getuigschrift spreekt zich collegiaal en in allerlaatste aanleg uit.

Art. 6. In gemotiveerde omstandigheden kunnen de kandidaten voor een interuniversitair getuigschrift door de jury voor het interuniversitair getuigschrift toegelaten zijn om dit getuigschrift over maximum twee jaar te spreiden.

Art. 7. § 1. Voor elke cyclus wordt door SELOR in overleg met de School een jury van vijf leden samengesteld. Deze jury bestaat uit :

- de afgevaardigd bestuurder van SELOR of diens afgevaardigde die het voorzitterschap van de jury waarneemt;
- twee leden aangewezen wegens hun hoedanigheid van deskundigen met een onbetwistbare vaardigheid in management of human resources en gekozen buiten de diensten van de Franse Gemeenschap, de diensten van de Waalse Regering en de instellingen bedoeld in artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 en de ministeriële kabinetten. Indien één aldus aangewezen lid onbeschikbaar is, wijst SELOR een plaatsvervanger aan in een lijst die aan het begin van elke cyclus door SELOR is opgesteld en die bestaat uit vier leden met dezelfde hoedanigheden als de gewone leden;
- twee mandatarissen in dienst aangewezen onder de houders van een betrekking van rang 17, 16+ of 16 in de diensten van de Franse Gemeenschap of van een betrekking van rang A1 of A2 in de diensten van de Waalse Regering of de instellingen. Indien één aldus aangewezen mandataris onbeschikbaar is, wijst SELOR een plaatsvervanger aan in een lijst die aan het begin van elke cyclus door SELOR is opgesteld en die bestaat uit vier leden die houder zijn van een betrekking van rang 17, 16+ of 16 in de diensten van de Franse Gemeenschap of van een betrekking van rang A1 of A2 in de diensten van de Waalse Regering of de instellingen.

§ 2. De School reikt het getuigschrift management openbare besturen uit aan alle kandidaten die voor het in artikel 4 bedoelde vergelijkend examen geslaagd zijn, die houder zijn van het interuniversitair getuigschrift en die ook geslaagd zijn voor het examen dat aan het einde van elke cyclus wordt georganiseerd.

Dit examen bestaat in een mondelinge proef die als doel heeft de voor de uitoefening van een managementfunctie vereiste vaardigheden te evalueren.

De jury beraadslaagt en beslist over het slagen van de kandidaten met een tweederde meerderheid van de aanwezige leden.

De kandidaten die voor het examen zijn geslaagd, worden niet gerangschikt en krijgen geen melding.

De kandidaten die niet voor het examen zijn geslaagd, kunnen het ten vroegste één jaar na de datum van het examen opnieuw afleggen.

§ 3. De jury stelt een reglement op dat de concrete en materiële organisatie van het examen vaststelt.

Art. 8. Er wordt een pool van kandidaten samengesteld voor de uitoefening van een mandaat. Alleen de leden van deze pool kunnen hun kandidatuur voor een bij mandaat in te vullen betrekking indienen.

De pool van de kandidaten voor een mandaat bestaat uit :

1° de houders van het getuigschrift management openbare besturen;

2° mandatarissen in dienst binnen de diensten van de Waalse Regering en van de in artikel 1 van de Waalse ambtenarencode bedoelde instellingen op de eerste dag van inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2012 tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de diensten van de Regering en van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren of voor wie de betrekking vacant is verklaard en de aanwervingsprocedure is opgestart op de dag van die inwerkingtreding, en die het voorwerp hebben uitgemaakt van een melding "zeer gunstig" of "gunstig" bij de overeenkomstig artikel 10 van hetzelfde besluit verrichte evaluatie;

3° mandatarissen in dienst binnen de diensten van de Franse Gemeenschap op de eerste dag van inwerkingtreding van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2012 tot instelling van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren of voor wie de betrekking vacant is verklaard en de aanwervingsprocedure is opgestart op de dag van die inwerkingtreding, en die het voorwerp hebben uitgemaakt van een melding "zeer gunstig" of "gunstig" bij de overeenkomstig artikel 55 van hetzelfde besluit verrichte evaluatie;

2° mandatarissen in dienst binnen "Wallonie-Bruxelles International" op de dag van inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering en van de Regering van de Franse Gemeenschap tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van "Wallonie-Bruxelles International" of voor wie de betrekking vacant is verklaard en de aanwervingsprocedure is opgestart op de dag van die inwerkingtreding, en die het voorwerp hebben uitgemaakt van een melding "zeer gunstig" of "gunstig" bij de evaluatie die door de Regering ten gevolge van de installatie van het Parlement is verricht;

2° de mandataris in dienst binnen de Openbare Bestuurschool op de dag van inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2012 tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de diensten van de Regering en van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren en die het voorwerp hebben uitgemaakt van een melding "zeer gunstig" of "gunstig" bij de overeenkomstig artikel 10 van hetzelfde besluit verrichte evaluatie;

6° de adjunct-administrateur-generaal van de "Forem" die het voorwerp heeft uitgemaakt van een melding "zeer gunstig" of "gunstig" bij de evaluatie verricht overeenkomstig artikel 10 van het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2012 tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van de diensten van de Waalse Regering en van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren;

7° de adjunct-administrateur-generaal van "Wallonie-Bruxelles International" die het voorwerp heeft uitgemaakt van een melding "zeer gunstig" of "gunstig" bij de evaluatie die door de Regering aangewezen ten gevolge van de installatie van het Parlement verricht is overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering en het besluit van de Franse Gemeenschap tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van "Wallonie-Bruxelles International".

De leden van de pool worden niet gerangschikt. Hun lijst wordt in alfabetische volgorde vastgesteld. Die lijst wordt door de Openbare Bestuurschool bijgehouden. De leden van de pool moeten de School schriftelijk elke wijziging van hun persoonlijke gegevens mededelen.

De opname in de pool geeft geen enkel ander recht dan het recht om zijn kandidatuur in te dienen voor een bij mandaat in te vullen betrekking. Ze geeft geen aanleiding tot een soort beloning of bezoldiging.

Art. 9. Gedurende een periode van 9 maanden na de eedaflegging van de leden van de Regeringen die rechtstreeks volgt op de hernieuwing van het Parlement kan elk lid van de pool van kandidaten zijn kandidatuur indienen voor maximum vier betrekkingen die bij mandaat ingevuld moeten worden binnen de diensten van de Waalse Regering, de instellingen bedoeld in artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003, "Wallonie-Bruxelles International" of de Openbare Bestuurschool en voor maximum vier betrekkingen die bij mandaat ingevuld moeten worden binnen de diensten van de Franse Gemeenschap.

Art. 10. Voor de toepassing van het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2012 en van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 september 2012 wordt de houder van het managementsbrevet bedoeld in artikel 2, 5°, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 oktober 2002 tot oprichting van een "Ecole d'Administration publique" (School voor overheidsbestuur) in de Franse Gemeenschap, gelijkgesteld met de houder van het getuigschrift management overheidsbesturen, mits het slagen voor het examen bedoeld in artikel 7.

Art. 11. De bepalingen van deze samenwerkingsovereenkomst worden door de Regeringen in de besluiten die zij aannemen, opgenomen, ieder wat hem betreft, om de mandatenregelingen voor de ambtenaren-generaal, hun diensten en de betrokken instellingen van openbaar nut vast te leggen.

Art. 12. De artikelen 4, § 2 en 5 bij dit besluit treden in werking op 28 maart 2013.

Brussel, op 6 februari 2014, in drie originele exemplaren.

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderopvang, Ambtenarenzaken en Wetenschappelijk Onderzoek,
J.-M. NOLLET